

# MINUSMA HEBDO

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 38 • Septembre 2015



## SIGNATURE UNDAF - MALI 2015-2019

FORUM DE DISCUSSION SUR LA RÉFORME DU SECTEUR  
DE LA SÉCURITÉ : DÉFIS ET SOLUTIONS AU PROCESSUS  
DE LA RSS AU MALI

LE COMMISSAIRE DE POLICE DE LA MINUSMA SUR LE  
TERRAIN À GAO, KIDAL ET MÉNAKA

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •  
ACCORD DE PAIX : LA SOLUTION • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • REFORMES  
DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD D'ALGER • ENSEMBLE REUSSIR LA PAIX

## SOMMAIRE

## DANS CE NUMÉRO



3

**3** CADRE INTÉGRÉ DES NATIONS UNIES POUR L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT AU MALI (UNDAF- MALI 2015-2019)



7

**5** TRANSCRIPTION DE L'INTERVIEW ACCORDÉE À MIKADO FM PAR LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET CHEF DE LA MINUSMA, MONSIEUR MONGI HAMDI

**7** FORUM DE DISCUSSION SUR LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ : DÉFIS ET SOLUTIONS AU PROCESSUS DE LA RSS AU MALI

**9** MESSAGE À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX

**10** UN NOUVEAU PROJET MINUSMA AVEC LA FAO POUR ATTÉNUER LES CONFLITS ENTRE ÉLEVEURS ET AGRICULTEURS

**12** FORMATION SUR LES FAUX DOCUMENTS À GAO

**13** LE COMMISSAIRE DE POLICE DE LA MINUSMA SUR LE TERRAIN À GAO, KIDAL ET MÉNAKA

**16** L'ACTUALITÉ DE LA MINUSMA EN BREF

**18** COMMUNIQUÉS



10



12



13



Adoptez l'éco-attitude  
N'imprimez ce document  
que si cela est nécessaire !

## SIGNATURE DU PLAN - CADRE INTÉGRÉ DES NATIONS UNIES POUR L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT AU MALI (UNDAF- MALI 2015- 2019)

## ALLOCATION DE M MONGI HAMDI, REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AU MALI, CHEF DE LA MINUSMA

Excellence, Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Coopération Internationale,

Excellence, Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances,

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales, de Coopération bilatérale et multilatérale,

Mesdames, Messieurs, les chefs des Agences du Système des Nations Unies,

Mesdames, Messieurs, les Directeurs et Représentants des Départements Ministériels,

Honorables invités, Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui devant vous à

l'occasion de cette cérémonie de signature du Cadre Intégré des Nations Unies pour l'Aide au Développement, l'UNDAF+ 2015-2019.

L'UNDAF+ est le fruit de la coopération entre le Mali et le Système des Nations Unies. Cette coopération a connu des changements notables au cours des trois dernières années.

En effet, le coup d'état de mars 2012 avait entraîné la suspension de l'aide internationale, avec des conséquences néfastes sur les plans politique, sécuritaire et socioéconomique.

Il a ainsi fallu gérer une période de transition durant laquelle le Système des Nations Unies a entrepris des efforts considérables pour répondre aux besoins urgents des maliennes et des maliens, notamment à travers l'élaboration du Cadre Conjoint des Nations Unies d'Appui à la Transition (CCAT), et pour pallier à la suspension de l'aide, à travers la création du Fonds National de Stabilisation Economique et Sociale (FNSES).

Mais très vite, les autorités et les partenaires se sont rendus compte de la nécessité de réadapter les priorités nationales du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Lutte contre la Pauvreté (CSCR) afin de prendre en compte les aspects liés à la paix et à la sécurité du pays. L'avènement du Plan de Relance Economique Durable (PRED 2013-2014) a ainsi permis au Mali de renouer le dialogue avec la communauté internationale, constituant le document de référence pour la tenue en mai 2013 de la conférence de Bruxelles qui a mobilisé 3,5 milliards d'euros en engagements de la part des donateurs.

Durant la période de transition, les Nations Unies ont soutenu l'organisation d'élections présidentielles et législatives libres et démocratiques en mobilisant 55 millions de dollars US à travers la création du Basket Fund par le PNUD. La bonne tenue de ces élections a consacré le retour à l'ordre constitutionnel et le rétablissement de la coopération internationale.

Les nouvelles autorités ont mis sur pied le Programme d'Action Gouvernemental (PAG) qui se projette à l'horizon 2018 et qui constitue désormais le cadre de référence des politiques et programmes de tous les partenaires.

Excellences,

C'est dans ce contexte que le Système des Nations Unies a entrepris l'élaboration du nouveau document de l'UNDAF+, dans un cadre participatif et dynamique. Sous le leadership conjoint du Gouvernement du Mali et des Nations Unies, le processus a rallié toutes les parties prenantes, y compris la société civile et le secteur privé.

L'élaboration de l'UNDAF+ s'est appuyée sur (i) un diagnostic de la situation du Mali (CCA), (ii) un alignement cohérent sur les priorités nationales, et (iii) une intégration des dimensions sécuritaire et de stabilisation afin de prendre en compte les principes d'intervention en situation post-crise.

Le plan prend également en compte les leçons tirées de la coopération antérieure, les acquis ainsi que les avantages comparatifs de chaque agence.

L'UNDAF+ représente donc une réponse collective et traduit l'engagement sans faille de l'ensemble du système des Nations Unies aux côtés du Gouvernement pour la période 2015-2019 afin de relever les défis auxquels le pays est confronté. Les priorités identifiées reflètent les efforts convergents des agences des Nations Unies et de la MINUSMA en appui aux processus de consolidation de la paix et de développement au Mali.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Avec un budget de plus d'un milliard de dollars US, l'UNDAF+ apporte ainsi sa réponse aux priorités nationales qui s'articulent autour de quatre axes stratégiques : (i) la Paix et la Sécurité, (ii) la Gouvernance, (iii) l'accès aux Services Sociaux de Base et (iv) l'Economie et l'Environnement.

Sur le plan de la paix et de la sécurité, l'UNDAF+ représente un instrument important à la disposition du Gouvernement et des Nations Unies pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paix. Les Nations Unies continueront par ailleurs d'appuyer toutes les actions du Gouvernement visant à faire avancer l'agenda des réformes.

En ce qui concerne la gouvernance, les Nations Unies demeurent aux côtés du Gouvernement pour renforcer les institutions de la République, approfondir le processus de décentralisation et assurer le respect des droits humains avec une forte implication de la société civile.

Pour les services sociaux de base, l'accès accru et l'équité demeurent des préoccupations majeures, notamment en ce qui concerne l'éducation et la santé, avec une priorité pour les jeunes filles, les femmes et les enfants. En outre, un meilleur système de protection et de prise en charge sociales doit être instauré pour renforcer la résilience des populations les plus vulnérables.

Enfin en matière d'économie et d'environnement, les Nations Unies soutiennent les actions du Gouvernement visant à mettre le pays sur la voie du développement durable. D'ailleurs, le 2 août dernier, 193 états membres des Nations Unies se sont accordés pour adopter l'Agenda 2030 pour le Développement Durable, vision commune pour le futur de l'humanité. Cet agenda post-2015 sera soumis à l'adoption lors de la prochaine assemblée générale des Nations Unies fin septembre 2015. Il est donc crucial que le Gouvernement et ses partenaires, surtout les Nations Unies, s'engagent résolument pour la réalisation de ces objectifs.

Excellences,

Dans la mise en œuvre des actions de l'UNDAF+, l'accent sera mis sur le renforcement de la coordination, la cohérence et la synergie des interventions afin de refléter l'effort d'intégration de la MINUSMA et de l'équipe pays.

Ainsi, le Système des Nations Unies interviendra dans l'esprit du Delivering As One (Unis dans l'action) dont l'objectif est de mobiliser les efforts, les moyens d'action et les contributions de toutes les entités des Nations Unies. Cela permettra de mener une action cohérente d'appui aux efforts du Gouvernement en vue de promouvoir la paix, la croissance économique et le développement durable, tout en optimisant l'utilisation des ressources et en maximisant les résultats.

Cependant, atteindre les objectifs de l'UNDAF+ demeure confrontée à des défis de taille. En premier lieu, la situation sécuritaire continue d'impacter l'accès aux personnes vulnérables, et rend difficile la conduite des activités de développement telles des interventions humanitaires. En outre, la mobilisation des ressources nécessaires à la réalisation des objectifs décrits auparavant constitue un autre défi pour les partenaires. En ces temps de crise économique mondiale et financière, votre leadership dans la mise en place d'une stratégie innovante de mobilisation de ressources pour le financement du développement s'avère nécessaire. Egalement, notre expertise vous est acquise pour qu'ensemble nous mobilisons des ressources pour relever les défis du développement. Enfin, il existe un réel besoin pour que des progrès soient réalisés dans la conduite de réformes importantes, telles que sur les plans institutionnels, socioéconomiques et sécuritaires.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je voudrai adresser mes vifs remerciements au Gouvernement du Mali au nom de l'ensemble du système des Nations Unies pour les relations exemplaires qui nous lient. Permettez-moi également de remercier l'ensemble de nos partenaires au développement, la société civile, le secteur privé, les directeurs et représentants des départements ministériels, pour leur détermination à œuvrer aux côtés du système des Nations Unies afin d'accompagner le Gouvernement dans sa quête pour un Mali émergent.

Je vous remercie.

## TRANSCRIPTION DE L'INTERVIEW ACCORDÉE À MIKADO FM PAR LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET CHEF DE LA MINUSMA, MONSIEUR MONGI HAMDİ

(INTERVIEW DIFFUSÉE MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2015)



**MIKADO FM :**

*La réunion a eu lieu ce matin (mercredi 23 septembre), quel bilan vous tirez de cette réunion ?*

**Mongi Hamdi, Représentant Spécial du Secrétaire général**

Tout d'abord, je souhaite adresser mes condoléances les plus attristées à la famille de notre cher collègue Mohamed Touré. Mohamed était l'un des hommes clés de la radio Mikado FM et il nous manque énormément.

Je profite de cette occasion pour également présenter mes meilleurs vœux à l'occasion de la Tabaski à toutes les maliennes et tous les maliens, une bonne fête dans la paix et la stabilité.

En ce qui concerne la réunion d'aujourd'hui, comme vous le savez, la situation demeure très tendue sur le terrain...en quelque sorte le processus de paix était en panne. Nous avons vu qu'il nous fallait absolument faire quelque chose. C'est pour cela que nous avons invité les décideurs clés

de la Plateforme et de la CMA. Ils sont venus ce matin, ils ont fait preuve de bonne volonté et bonne foi pour résoudre les problèmes, aller de l'avant et remettre le processus de paix sur la bonne voie et sur les rails. Je me réjouis vraiment de cette disponibilité des leaders de la Plateforme et de la CMA. Nous avons organisé cette réunion ce matin en présence de quelques-uns de nos collègues de la Médiation Internationale, la réunion était très restreinte.

Nous nous sommes mis d'accord

sur quatre points :

Premièrement, c'est revenir à l'Accord de paix, cela veut dire, remettre l'Accord sur les rails. Les engagements des uns et des autres doivent être respectés. Ils ont signé un Accord, donc ils doivent respecter leurs engagements et les gens aujourd'hui ont réaffirmé leur attachement au processus de paix.

La deuxième chose : ils se sont mis d'accord pour arrêter toute forme d'hostilité, de provocation et de violence afin de laisser la chance à la paix de s'établir.

Troisièmement, on s'est mis d'accord pour que la CMA retourne au mécanisme de suivi. Cela veut dire qu'ils participeront aux réunions du Comité de Suivi qui se tiendront à Bamako les 28-29-30 septembre et 1er octobre. C'est est une bonne chose. La CMA va retourner au processus et au mécanisme de suivi pour aussi résoudre un certain nombre de problèmes, particulièrement dans le cadre du « Sous-comité de Sécurité et Défense ».

Quatrièmement, on s'est engagés à poursuivre ce genre de dialogue informel entre les leaders de la Plateforme et les leaders de la CMA. Et tout cela dans une atmosphère très cordiale et d'amitié. On a parlé franchement et on a conclu avec cette bonne note.

Je me réjouis aussi de la décision du Président de la République d'encourager ce genre de dialogue pour que toutes les parties prenantes s'engagent à suivre le processus de paix parce qu'on a aucune autre option. La seule option, c'est de revenir à l'Accord, de s'engager dans la logique de paix et d'aller de l'avant pour l'intérêt du peuple malien.

Comme je l'ai dit à plusieurs occasions, cette crise a trop duré et tout le peuple malien est fatigué, y compris les rebelles eux-mêmes. Donc il faut donner une chance pour réconcilier les esprits et les cœurs de tous les maliennes et de tous les maliens pour rétablir une paix irréversible, une paix juste, une paix durable. On n'a pas d'autre choix que de s'aligner dans la logique de paix. La communauté internationale demeure effectivement engagée derrière le processus de paix et derrière le Mali. Et nous sommes là. La MINUSMA s'engage et continue à aider le Gouvernement et les parties maliennes à mettre en œuvre cet Accord historique de paix. On n'a pas d'autres choix. On est là pour aider le peuple malien, le Gouvernement et toutes les parties maliennes.

**Monsieur le Représentant spécial, comment ces quatre points ont-ils été accueillis par les différentes parties ?**

Je peux vous assurer qu'ils ont été accueillis de manière très très cordiale, tous ces points ont été soutenus et acceptés par tous les participants à la réunion de ce matin. Et sans réserve.

**Quel sera le rôle de la MINUSMA dans le processus ?**

Le rôle de la MINUSMA est très clair : aider le Gouvernement et les parties maliennes à mettre en œuvre l'Accord. On est là pour aider le Gouvernement dans tous les domaines de la sécurité, défense, réconciliation, la promotion des droits de l'homme, l'assistance humanitaire, le développement économique... On est là pour aider le Gouvernement à rétablir la paix, le développement, la justice et à promouvoir les droits de l'homme.

MINUSMA

## FORUM DE DISCUSSION SUR LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ : DÉFIS ET SOLUTIONS AU PROCESSUS DE LA RSS AU MALI



La MINUSMA en collaboration avec Partenaires West Africa, Social Alert et la "National Endowment for Democracy" (NED) a organisé, du 8 au 9 septembre 2015 à Bamako, un forum de discussion regroupant les Organisations de la Société Civile (OSC) et les Forces de Défenses et de Sécurité du Mali FDSM. Une cinquantaine de participants venus de Bamako, Gao et Tombouctou, ont bénéficié de cette formation de deux jours à l'Hôtel Colombus, pour discuter de l'importance du rôle des OSC dans la veille démocratique de la Réforme du Secteur de la Sécurité. L'objectif global de cette rencontre était d'aider les participants à identifier les obstacles liés au processus de la RSS au Mali pour contribuer à la paix, à la sécurité et au développement.

Trois points étaient inscrits à l'ordre de jour des participants à cette rencontre financée par le budget de la MINUSMA : «

Réfléchir ensemble sur le concept de sécurité humaine et sa prise en compte dans la RSS » ; « Acquérir de nouvelles connaissances sur les notions clés de sécurité, les enjeux sécuritaires du pays et de la région », et enfin, « Comprendre et faire comprendre aux citoyens, le caractère transversal de la sécurité ».

Le développement de ces trois points et l'atteinte des objectifs qu'ils constituent, pourrait contribuer à la création d'excellentes conditions pour l'élaboration et la mise en œuvre de la RSS au Mali.

La MINUSMA était représentée par M. Samba TALL, Directeur SSR/DDR accompagné des collègues de la Composante Police des Nations Unies UNPOL/MINUSMA, de la Division des Droits de l'Homme et de la Section RSS-DDR. M. Tall a expliqué aux participants le Mandat de la MINUSMA mais également, le rôle de la Mission

dans l'application de l'Accord de Paix et dans le processus de DDR et de Cantonnement, ainsi que les opportunités (technique, logistique et financière) que la mission a mis à la disposition des OSC, en soutien au Processus National de RSS.

Au cours des deux jours de travail, plusieurs concepts ont tour à tour été élucidés pour permettre aux participants de mieux cerner la problématique. Selon l'exposé de M. TALL, Directeur de la Section RSS-DDR à la MINUSMA, « la Réforme du Secteur de la Sécurité consiste à renforcer les structures, les lois et les règlements permettant d'avoir des institutions de sécurité efficaces, redevables devant la population et que ces institutions soient soumises au contrôle démocratique dans le cadre de l'Etat de droit et le respect des droits humains ».

De l'exposé du Colonel Meissa

TAMBA, Expert de Partenaire West Africa, il ressort une définition du concept de « Sécurité Humaine » qui selon lui est : « le droit de chaque individu d'être libre de la peur et du besoin et d'être protégé contre toute forme de menaces violentes ou non violentes » et que cette notion de « sécurité humaine repose sur sept piliers dont la sécurité individuelle, la sécurité économique, la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire, la sécurité environnementale, la sécurité Communautaire et la sécurité politique ».

M. Eric Blaise et Mme Aissata S. Jobe de la Section RSS-DDR de la MINUSMA, ont également fait un exposé sur le rôle de la MINUSMA dans l'appui des OSC dans le processus national de la RSS, duquel il est ressorti les points suivants : l'approche des Nations Unies pour la RSS ; Le rôle des OSC dans la RSS ; Les domaines cibles de l'appui de la RSS/MINUSMA ; Les activités réalisées ; et Les perspectives. Les intervenants ont souligné que les OSC devraient profiter des différents outils techniques, logistiques et financiers que la MINUSMA met à leur disposition afin de pouvoir assumer leurs rôles dans le processus national de la RSS. Cela comprend la possibilité de financement de grandes activités dans les régions à travers les Projets à Impact Rapide (QIP) ainsi que des assistances techniques et logistiques dans l'organisation des ateliers et d'autres activités liées à la RSS.

Des obstacles qu'il faut identifier et surmonter ensemble

Issus de la Société Civile et des Forces de Défense et de Sécurité du Mali, les cinquante participants ont été répartis en deux groupes qui se sont vu attribuer chacun un jour de travail. Le but étant

de permettre d'exprimer un maximum d'avis. Le 8 septembre, 20 participants venus de Tombouctou et de Gao, se sont penchés les premiers sur le sujet.

En évoquant les blocages à la Réforme du Secteur de Sécurité, un certain nombre de choses doivent être pris en compte. Le but de l'exercice fut donc de les recenser, de les catégoriser et de les prioriser afin d'y apporter les solutions durables; un manque de communication entre les institutions en charge de la sécurité, le gouvernement et les populations; la non-conformité du projet RSS avec la vision malienne ; un défaut d'implication des acteurs dans la RSS ; un manque de confiance entre les acteurs de la RSS; ou encore la mauvaise gouvernance, l'impunité et la corruption comme blocage à la RSS, sont autant d'obstacles indiqués par les participants tout au long de ces deux séances.

Pour y remédier, des solutions ont été proposées par ce premier groupe parmi lesquelles : une large campagne de sensibilisation sur la RSS; le renforcement de la lutte contre la corruption et l'impunité ; la mise en place d'une plateforme de consultation et de suivi du RSS ; le renforcement de l'autorité de l'Etat dans toutes les régions du pays et enfin, la prise en compte des réalités du mali dans le processus RSS.

Le second groupe, réuni le 9 septembre, a identifié d'autres problèmes tels que : le manque de volonté politique ; le manque de ressources pour la mise en œuvre de la RSS; la mauvaise gouvernance, l'impunité et l'injustice ; la divergence et le manque de coordination entre les acteurs de la RSS ; la criminalité transfrontalière ; la multiplicité des formes de menaces sécuritaires ; ou encore

la mauvaise compréhension de la RSS.

Face à cela, le deuxième groupe recommande un engagement politique de l'Etat ; une meilleure communication et sensibilisation sur la RSS ; la mise en place de stratégies de mobilisation de ressources; la Lutte contre la corruption et l'impunité le Renforcement de la coordination entre différents acteurs de la RSS; la mise en place d'une politique de défense et de sécurité digne de ce nom et enfin, la prise en compte des dimensions nationale et régionale du problème de sécurité.

A l'issue des échanges de ce début de mois de septembre un certain nombre d'entraves à la réussite de la Réforme du Secteur de la Sécurité ont donc été identifiées auxquelles des solutions ont été proposées. Le résultat pour les responsables de la question de la RSS au sein de la MINUSMA est satisfaisant. « Le but recherché est atteint; Les participants ont une meilleure compréhension des notions-clés de la sécurité humaine et son intégration dans le processus RSS, les enjeux sécuritaires nationaux et régionaux et enfin ils sont mieux outillés pour former et assumer pleinement leur rôle de sensibilisateur et de communicateur entre la population et les autorités » a déclaré M Samba Tall, Directeur de la Section de la Réforme du Secteur de Sécurité de la MINUSMA.

D'autres rencontres de ce type sont prévues par la Mission des Nations Unies et ses partenaires, afin qu'à terme les uns et les autres soient de mieux en mieux préparés au rôle qu'ils ont à jouer pour que le Mali parvienne à réformer, de façon efficace, son secteur de la sécurité.

## MESSAGE À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX



Cette année, la Journée internationale de la paix survient en des temps de violence mortelle et de conflits déstabilisants en de nombreux endroits du monde. Plutôt que de succomber au désespoir, il nous incombe d'exiger tous ensemble la fin de la brutalité et de l'impunité ambiantes.

Je demande à tous les belligérants de déposer les armes et d'observer un cessez-le-feu général. Je leur dis : cessez les massacres, cessez les destructions, ouvrez la voie à une paix durable.

Le rêve de paix, aussi désespérément éloigné puisse-t-il paraître, vit dans les cœurs des peuples du monde entier.

Aucun groupe n'est davantage prêt à réaliser ce rêve que la jeunesse d'aujourd'hui. Celle-ci est la jeune génération la plus importante de l'histoire, mieux informée et mieux connectée qu'aucune avant elle. Je prie instamment tous les gouvernements de consentir des investissements accrus pour aider les jeunes bâtisseurs de paix à réaliser les contributions considérables qu'ils peuvent apporter au monde d'aujourd'hui.

Dans le même temps, nous devons mobiliser tous les partenaires qui ont la paix pour objectif commun. Les organisations non gouvernementales, les groupes confessionnels et les entreprises ont tous un rôle à jouer pour favoriser le progrès social, protéger l'environnement et créer un monde plus juste, plus stable et plus pacifique. L'importance attachée à cette collaboration est le thème de cette journée internationale : «Partenariats pour la paix, dignité pour tous ».

Nous vivons une ère de dangers mais aussi de grandes promesses. Dans quelques jours, les dirigeants du monde entier se réuniront à l'ONU pour adopter le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce programme de quinze ans est fondamental en ce qu'il annonce le début d'une vie de dignité pour tous, où la pauvreté fait partie de l'histoire et où la paix est primordiale.

En cette Journée internationale de la paix, alors que nous marquons le soixante-dixième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, saisissons cette occasion pour réaliser l'objectif fondateur de l'Organisation : préserver les générations futures du fléau de la guerre.

# UN NOUVEAU PROJET MINUSMA AVEC LA FAO POUR ATTÉNUER LES CONFLITS ENTRE ÉLEVEURS ET AGRICULTEURS



La commune de Sio, située à une dizaine de kilomètres au Sud de Sévaré (région de Mopti) a accueilli ce vendredi, la cérémonie de réception du projet dénommé « Matérialisation des espaces pastoraux dans les cercles de Bandiagara, Djenné, Douentza, Koro et Mopti ». Après la visite de terrain, les membres de la mission se sont rendus au siège de la Mairie de la commune de Sio pour la signature du certificat de remise du QIP.

Ainsi, dans la salle de délibération de la mairie, ce sont le Représentant du Maire, le Directeur Régional des Productions et Industries Animalières (DRPIA) de Mopti, le Chef du Bureau de la MINUSMA par intérim, ainsi que du Chef du Bureau de la FAO de Mopti qui ont apposé leurs signatures sur le certificat, notifiant ainsi la fin de la mise en œuvre du QIP et sa remise officielle aux bénéficiaires.

Ce projet est le fruit du partenariat entre le gouvernement du Mali et les Nations Unies, à travers le Ministère du Développement

Rural et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (Food & Agriculture Organisation FAO) ainsi que la Mission de Maintien de la paix au Mali, la MINUSMA.

Le Coût total du projet est de plus de 142 000 000 de Francs CFA, sur lesquels, la MINUSMA a participé pour près de 23 000 000 de Francs CFA, financé à travers un Projet à Impact Rapide (QIP) porté par la Division des Affaires Civiles de la MINUSMA à Mopti.

L'utilité de ce projet se mesure aux importants chiffres auxquels il renvoie. Ainsi, les pistes de transhumance des animaux mesurent 450 km. Les bénéficiaires directs eux, sont au nombre de 90 000 personnes (soit 12858 ménages) dont 50 000 femmes, parmi lesquelles 3000 sont bénéficiaires de périmètres maraichers. Ce sont donc près de 160 000 personnes, réparties sur l'ensemble des 16 communes d'intervention, qui en bénéficieront.

L'objectif global de ce projet

est de prévenir, limiter et gérer les conflits entre agriculteurs et éleveurs en démarquant les pistes de transhumance des animaux pour une meilleure cohabitation inter communautaire. Autrement dit, ce projet n'est pas seulement un projet de développement agropastoral, mais c'est aussi et surtout un moyen de contribuer à la coexistence pacifique entre ces deux groupes.

C'est suite à une des recommandations de la Conférence sur les Bourgoutières, tenue en novembre 2014, que le Gouverneur et la DRPIA ont sollicité l'appui des partenaires des Nations Unies pour le financement dudit projet. La réalisation de ce projet imaginé de longue date, va donc permettre de réduire de façon substantielle les nombreux conflits entre éleveurs et agriculteurs tout en assurant une reconnaissance mutuelle des passages d'animaux. La non reconnaissance de ces passages constituant la principale source de conflit entre eux.

## L'IMPORTANCE DE CE PROJET EST SALUÉE PAR LES AUTORITÉS LOCALES

Pour SAMA KAMIAN, Conseiller communal et représentant le maire, « ce projet est d'une grande importance pour nous. Chaque année il y a des problèmes entre les éleveurs et les agriculteurs, autour de ces passages d'animaux. Aujourd'hui avec la réalisation de ce projet cela va mettre fin à ces conflits qui n'ont que trop duré. La commune n'avait pas les moyens de le réaliser, aujourd'hui, nous ne pouvons que remercier les initiateurs. »

« En qualité de Directeur Régional je salue vivement les partenaires MINUSMA et FAO pour avoir financé la réalisation de ce vieux projet de la DRPIA. Je rappelle que la Conférence sur les Bourgoutières de Novembre 2014 a recommandé la réalisation de ce projet. Ce qui montre à quel point ce projet est important pour la stabilisation et la cohésion au sein

des communautés d'éleveurs et des agriculteurs de la Région de Mopti » nous a confié M. Mamadou TRAORE de la DRPIA.

M. Kwinten Joniaux, Chef du Bureau de la MINUSMA par intérim, a rappelé la disponibilité de la MINUSMA à contribuer à la paix et à stabilisation dans la région. Il exhorte les communautés à respecter les règles et la conduite liées aux pistes pastorales en vue d'une meilleure cohabitation entre tous les usagers. Il rappelle ainsi que : « La MINUSMA à Mopti a déjà soutenu 24 Projets à Impact Rapide. » et ajoute qu'« Aujourd'hui on est ensemble pour témoigner de la réalisation d'un projet qui vise à atténuer les conflits liés à la gestion de terre et notamment ici, les conflits entre les agriculteurs et les éleveurs. C'est grâce à des efforts conjoints entre la MINUSMA, la FAO, les autorités locales y compris la DRPIA et les communautés locales que l'on a pu réaliser de ce projet. »



# FORMATION SUR LES FAUX DOCUMENTS À GAO



Dans la sécurisation des populations en général et dans la lutte contre le terrorisme en particulier, la reconnaissance des documents faux ou falsifiés revêt une importance capitale.

C'est de ce constat qu'est née la nécessité de renforcer les capacités des Forces de Sécurité du Mali dans ce domaine. Ainsi s'est tenue du 7 au 10 septembre 2015 une formation sur le sujet.

Organisée à l'école de la Gendarmerie Nationale par la Police de la MINUSMA UNPOL, cette formation est destinée à plusieurs agents et éléments de la Garde Nationale.

C'est par un exposé sur les « éléments basics sur les faux documents » qu'a commencé cette session. Selon l'un des formateurs d'UNPOL: " nous sommes entrés dans le vif du sujet avec l'explication détaillée des différentes techniques d'impression. Nous avons également appris une méthode mnémonique (qui sert à faciliter les opérations

de la mémoire), au moyen de la Zone lisible par Machine (MRZ) qui se trouvent dans les passeports." Le troisième jour a lui été consacré à la distinction de la personne physique de celle sur la photo du passeport. A l'issue de ce module, un petit test au cours duquel les apprenants devaient reconnaître leurs collègues à été fait.

Plus spécifiquement, le but de cette formation était de connaître les fonctionnalités de sécurité dans les vrais documents afin que les bénéficiaires de la formation soient en capacité, à l'avenir, de les différencier des faux ou falsifiés.

Le commandant de la Légion s'est engagé à mesurer les progrès faits par ces hommes avant d'adresser ses remerciements à la MINUSMA pour cet appui. En retour, les formateurs d'UNPOL, ont mis à la disposition de leurs confrères maliens des outils, notamment des manuels, pour leur permettre de continuer à ce perfectionner dans la détection des faux documents et documents falsifiés.

# LE COMMISSAIRE DE POLICE DE LA MINUSMA SUR LE TERRAIN À GAO, KIDAL ET MÉNAKA



**Du 15 au 17 septembre 2015, le Commissaire de Police des Nations Unies, le Général Abdounasir Awale, s'est rendu sur le terrain, dans les régions de Gao et de Kidal. Objectif : se rendre compte du travail fait par l'unité de police constituée béninoise, de l'état d'avancement de la colocation mais également inaugurer 3 projets à impact rapide. Pour cette tournée, le Chef de la Composante Police de la MINUSMA était entre autre accompagné de son chef de cabinet, Schlotmann Meinolf.**

« Avec mes sincères félicitations et remerciements pour le travail abattu par l'unité de police constituée du Bénin, je vous prie de rester sur cette voie et que Dieu vous bénisse » ce sont les mots écrits par le Commissaire dans le livre d'or que lui a présenté le commandant béninois à Kidal, Ossenï Rafiou. A Kidal et à Ménaka, le Commissaire a trouvé les mots justes pour exprimer l'importance de la mission de la Police onusienne : celle de servir et de protéger les populations du Mali. Il a, en outre, rappelé aux officiers de la paix la politique de tolérance zéro

décidée par le Secrétaire général des Nations Unies, à l'égard de l'exploitation et des abus sexuels. Il a terminé son allocution en encourageant les éléments du contingent béninois à établir et à maintenir des relations directes avec les populations pour mieux les servir.

Le Commissaire Awale Abdounasir a participé le 17 septembre à une patrouille de sécurisation dans la ville de Ménaka aux côtés des éléments du contingent béninois. Il a aussi eu une séance de travail avec le Chef de la Brigade de Gendarmerie de Ménaka, afin de discuter du besoin de rehausser les mesures de sécurité dans la ville.

**88 MILLIONS FCFA CONSACRÉS À 3 QIP'S AU PROFIT DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ DU MALI (FDMS) À GAO**

Le Commissaire de Police des Nations Unies a inauguré le 16 septembre trois projets à impact rapide d'un montant total de 88 millions F CFA au



profit de la Direction Régionale de la Protection Civile, du 7ème Groupement Régional de la Garde Nationale, et de la Direction Régionale de Police Nationale.

« Notre souci est de rendre opérationnelles les forces de défense et de sécurité du Mali le plus tôt possible » a déclaré le commissaire Awalé lors de la cérémonie de remise du bâtiment réhabilité ainsi que de la dotation en matériels nautiques, informatiques, bureautiques et mobiliers par la MINUSMA.

M. Alassane Diallo, directeur de cabinet représentant le Gouverneur de la région de Gao, a accueilli avec une grande satisfaction l'initiative de la MINUSMA. « Je pense que c'est déjà un point positif pour notre pays, pour la communauté internationale, mais aussi un pas fondamental vers une paix durable ».

Le lieutenant-colonel Mountian Léon Koné, commandant de la Garde Nationale, a souligné que « la Garde Nationale du Mali est témoin de l'engagement et des efforts consentis par la MINUSMA au cours de l'exécution de ces travaux à travers notamment, ses

multiples visites de supervision jusqu'à la fin de l'ouvrage. Cela dénote à suffisance de son engagement à soutenir les forces de sécurité et à aider notre pays à une sortie de crise honorable et au grand bonheur de tous les maliens ».

Le commandant de la Direction régionale de la protection civile, Tiecoura Dao, a, pour sa part, remercié la MINUSMA pour cet appui important apporté aux FDSM. « Nous vous encourageons à persévérer dans ces actions de soutien et à ne pas vous arrêter à mi-chemin », a-t-il déclaré.

La Direction régionale de la protection civile intervient dans la protection des personnes et de leurs biens. En cas d'accident de la circulation et de sinistres (incendie, noyade, inondation...), elle vient au secours des victimes, porte également assistance aux réfugiés et fait de la prévention des risques. C'est dans ce cadre que la Mission onusienne vient de mettre à sa disposition des pinasses avec moteurs, crochets d'attelage, pagaies, bouées, gilets de sauvetage, bonbonnes à gaz, lampes torches, combinaisons de plongeur et zodiac pneumatique (bateau). Le coût de cette dotation

s'élève à plus de 24 millions de FCFA. En outre, un autre projet à impact rapide avait été initié d'un montant de plus de 23 millions de FCFA, pour la remise en état de son bâtiment et pour la fourniture de matériels de bureau, d'équipements informatiques et d'applications connexes.

« Le processus de réhabilitation et d'équipement du bloc administratif de la Garde Nationale de Gao, enclenché en 2014, est devenu une réalité à travers le lancement des travaux au mois de mai 2015. Financé par la MINUSMA à hauteur de 23.800.000F CFA, ces travaux ont été exécutés dans un délai de 90 jours » a confié le lieutenant-colonel Mountian Léon Koné.

Près de 10 000 000 de FCFA, ont également été injectés dans la réhabilitation de la Direction Régionale de Police à Gao situé non loin du Marché Damien Boiteux. A cette rénovation, la MINUSMA a aussi ajouté un don en moyens roulants, en matériels informatiques et bureautiques, mais également en mobiliers pour un montant d'un peu moins de 5,5 millions de FCFA.

Des efforts considérables qui

feront dire à M. Alassane Diallo représentant le Gouverneur de la région ce jour-là : « La MINUSMA est notre partenaire privilégié dans le cadre de la stabilisation de notre région », avant d'inviter tous les agents des Forces de Défense et de Sécurité, à faire un usage optimal de ces équipements.

### LA COLOCATION, UN PARTENARIAT AU QUOTIDIEN

La notion d'accompagnement, par la MINUSMA, des Forces de Défense et de Sécurité du Mali, ne se traduit pas seulement par le programme de projets à impact rapide ou par celui des formations au niveau des différents corps chargé de la sécurité. Bien au contraire, cette notion d'accompagnement revêt une forme beaucoup plus simple au quotidien avec « la colocation ».

Comme son nom l'indique, la colocation consiste à déployer dans les commissariats, les postes de garde et autres légions de gendarmerie, des éléments d'UNPOL, afin qu'ils aident leurs homologues maliens dans leurs tâches journalières. La cohabitation entre policiers et gendarmes des Nations Unies et ceux du Mali, doit permettre,

non seulement le transfert de certaines compétences dans des conditions réelles, mais également de recenser les nouveaux besoins des éléments des FSM sur place et les progrès qu'ils enregistrent. De l'avis des deux parties Etat malien et MINUSMA, la colocation est une réussite qu'il faut étendre autant que possible.

### TOUCHER DU DOIGT LES RÉALITÉS SUR LE TERRAIN POUR MIEUX SOUTENIR LES HOMMES

Outre les inaugurations et les allocutions officielles, le chef de la Composante Police de la MINUSMA, a tenu à se rendre compte, par lui-même, des conditions dans lesquelles évoluent chaque jour ses hommes sur le terrain. Durant cette tournée, le Commissaire a donc effectué deux patrouilles : l'une à Ménaka et l'autre à Gao.

A Gao, dans la nuit du 16 au 17 Septembre 2015, le chef de la police de la MINUSMA, a pris part à une patrouille nocturne. De 19 heures à 23 heures, le Commissaire de la Police des Nations Unies au Mali a sillonné les rues de la cité des Askias aux côtés des de la FPU du Sénégal, de

la police locale et des IPO. Cette patrouille a été non seulement sécuritaire mais aussi et surtout instructive pour les IPO et le Commissaire de police de la ville. Le Police Commissioner et ses collaborateurs venus de Bamako, ont prodigués conseils et suggestions. Au-delà de leur vision sur le sujet, c'est bien l'acte posé dont la symbolique est forte et pleine d'enseignement pour les hommes sur le terrain. Le Commissaire de Gao a d'ailleurs promis qu'à son tour, il effectuerait désormais des patrouilles avec ses éléments, afin de rehausser l'image de son unité.

Notons que durant cette patrouille, le haut gradé de la police onusienne, a rencontré certains chefs de quartier et a recueilli leur avis sur la situation sécuritaire. A cette occasion, il a tenu à réitérer auprès des Autorités Locales sa détermination en ces termes : « Notre devoir est de protéger 24 heures sur 24 les populations et leurs biens, notamment les plus vulnérables. » C'est à 23 heures, et après un débriefing avec les éléments au Super Camp de Gao que cette patrouille a cédé sa place à une autre.

# EN BREF

**14** SEPTEMBRE

## RENCONTRE ENTRE LE RSSG, LE FC ET LE CONTRE-AMIRAL DE LA MARINE BANGLADAISE

Le Représentant Spécial du Secrétaire Général et le Commandant de la Force ont rencontré le 14 septembre à Bamako une délégation de la Marine bangladaise conduite par le contre-Amiral Amm Auranzeb Chowdhury. Les discussions ont principalement porté sur l'unité fluviale bangladaise dans le secteur de l'est (Gao).



**15** SEPTEMBRE

## VISITE DU COMMANDANT DE LA FORCE À ANEFIS

Le Commandant de la Force de la MINUSMA s'est rendu la semaine dernière à Anefis où il a rencontré des représentants de la Plateforme, ainsi que de la population de Anefis



**15** SEPTEMBRE

## VISITE DE LA REPRÉSENTANTE SPÉCIALE ADJOINTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CHARGÉE DU PILIER HUMANITAIRE DE LA MINUSMA ET DU MINISTRE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE À TOMBOUCTOU

Aujourd'hui, la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Générale des Nations Unies et Coordinatrice Représentante résidente du PNUD au Mali, Madame Mbaranga Gasarabwe et le Ministre de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne, Monsieur Mahamane BABY se sont rendus à Tombouctou.

Le but de la visite était de lancer officiellement le projet conjoint PNUD / ONUDI « Appui au renforcement des capacités de résilience aux conflits des femmes et des jeunes dans les régions de Tombouctou et Gao ».

Financé par le Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies, ce projet sera exécuté par le Centre National de Promotion du Volontariat au Mali. Il vise à faire des jeunes et des femmes les principaux vecteurs du processus de réconciliation et de consolidation de la paix, en renforçant leurs capacités en matière de citoyenneté, de résilience aux crises, de lutte contre l'exclusion et la pauvreté.

La cérémonie s'est déroulée au Centre Hamed Baba de Tombouctou en présence des autorités administratives, locales et coutumières, des jeunes volontaires de la paix ainsi que les représentants des organisations et associations de la société civile.



**15** SEPTEMBRE

## REMISE DE LA MÉDAILLE DES NATIONS UNIES À L'UNITÉ AÉRIENNE DU SALVADOR DÉPLOYÉE À TOMBOUCTOU

L'Unité Aérienne du Salvador de la MINUSMA déployée à Tombouctou reçoit la médaille des Nations Unies pour le service rendu pour le maintien de la paix au Mali. Dans le cadre de la protection des civils, les hélicoptères salvadoriens effectuent sur le terrain des missions de reconnaissance, des patrouilles aériennes diurnes et nocturnes, ainsi que des escortes.

L'Unité Aérienne du Salvador a complété son déploiement au Mali au mois de Mai 2015 et compte environs quatre-vingt-dix éléments, dont des pilotes, des techniciens ainsi que du personnel médical. Elle est la première unité du Salvador à être déployée dans les Opérations des Maintien de Paix de l'ONU.



**18** SEPTEMBRE

## DISPARITION DE MOHAMED ABDOULAYE TOURÉ

Mohamed Toure 1968 – 2015

L'un des journalistes maliens les plus aguerris de sa génération, Mohamed Toure avait toujours les bons mots.

D'une énergie et d'un humour sans faille, il était l'un des présentateurs vedette de la télévision malienne, un artiste, un homme de radio, il faisait partie de l'équipe de Mikado FM, à Bamako.

On garde de lui le souvenir d'une personne cultivée, généreuse, joviale et drôle et d'un professionnalisme remarquable.

Merci Mohamed.



**25** SEPTEMBRE

## DÉCORATION DU CONTINGENT SUÉDOIS

Le contingent Suédois décoré de la médaille des Nations Unies.

Hier jeudi 24 septembre, la MINUSMA, par le biais du Commandant du Secteur Ouest, le Général Sidiki Daniel Traoré, a décoré son contingent Suédois basé à Tombouctou de la médaille des Nations Unies pour le service rendu pour la paix au Mali.

Faisant partie de l'Unité ASIFU (all sources of information, en anglais), la Force d'Intelligence, de Surveillance et de Reconnaissance suédoise de la MINUSMA, s'occupe des renseignements à travers des patrouilles pédestres et aériennes, avec l'usage de drones.

L'Unité ASIFU, première expérience au sein d'une mission de maintien de paix des Nations Unies, fournit des éléments d'analyse et des renseignements fonctionnels à la prise de décisions pour la protection de civils au Mali.





## COMMUNIQUÉS

### 15 SEPTEMBRE : RETRAIT DE LA PLATEFORME D'ANEFIS

La MINUSMA se félicite du retrait effectué hier par des éléments de la Plateforme d'Anefis et de ses environs.

La MINUSMA conservera jusqu'à nouvel ordre ses positions autour d'Anefis afin de surveiller la situation sur place et d'assurer la protection des populations.

Cependant, la MINUSMA est profondément préoccupée par de nouveaux mouvements de la Plateforme observés plus au nord, en direction d'Aguelhok, ainsi que des mouvements de la Coordination au nord-ouest de Goundam. La MINUSMA rappelle que chaque déplacement effectué par un groupe en dehors de ses positions va à l'encontre de leurs engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paix.

La MINUSMA condamne toute violation de l'accord de cessez-le feu et demande à tous les signataires de se retirer immédiatement vers les positions qu'elles occupaient le 20 juin 2015.

Un retour aux positions préalables est indispensable pour rétablir la confiance afin de permettre au Gouvernement et aux parties maliennes concernées de mettre en œuvre cet Accord, et de traduire dans les faits les dividendes de la paix.

Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSMA, M. Mongi Hamdi, rappelle aux signataires la nécessité de respecter la lettre et l'esprit de l'Accord de paix. La MINUSMA demeure prête à poursuivre la mise en œuvre de son Mandat, en apportant tout le soutien nécessaire à la consolidation du processus de paix et en accompagnant les efforts du Gouvernement malien à cet effet.

### 18 SEPTEMBRE : SECONDE RÉUNION DE LA COMMISSION TECHNIQUE DE SÉCURITÉ À BAMAKO

La seconde réunion de la Commission Technique de Sécurité (CTS) s'est tenue hier au siège de la MINUSMA à Bamako sous la présidence du Commandant de la Force de la Mission, le Général Michael Lollesgaard. Les membres de la Coordination des Mouvement de l'Azawad (CMA) étaient absents.

Parmi les points abordés durant cette réunion figuraient les violations du cessez-le-feu au Nord-ouest de Goundam, ainsi que celles autour de Anefis et Aguelhok. Le Commandant de la Force a exhorté la Plateforme à revenir aux positions qu'elle occupait au 20 juin 2015, date du parachèvement de l'Accord de Paix. Il a également saisi cette occasion pour lancer un appel à la CMA d'en faire de même.

Le Commandant de la Force a par ailleurs souligné que toute tentative de la part des parties signataires à se déplacer au-delà des positions qu'elles occupaient au 20 juin, constitue une violation du cessez le feu.

La problématique du cantonnement a également été abordée. A ce sujet, la Plateforme a exprimé ses 6 préférences en matière de sites de cantonnement. Le Commandant de la Force salue cette avancée et a indiqué qu'une reconnaissance des sites sera effectuée par la MINUSMA. Au même titre, la Coordination est invitée à faire part dès que possible, de ses préférences afin que le processus de validation soit finalisé d'ici la mi-octobre. Sur ces 12 propositions, 8 sites de cantonnement seront au final retenus.

Lors de la réunion, la Plateforme a proposé d'initier les patrouilles conjointes dans les meilleurs délais, avant même que le processus de cantonnement ne soit entièrement lancé. La MINUSMA présentera cette proposition à la Coordination, tout en souhaitant vivement sa participation au sein de tels dispositifs.

La prochaine réunion de la CTS est prévue le 29 septembre. A cet effet, la MINUSMA souhaite la participation de toutes les parties aux fins d'accélérer la mise en œuvre des mécanismes attendus dans le cadre de la CTS.

### 19 SEPTEMBRE : LA MINUSMA DÉPLORE LE RETOUR DES ÉLÉMENTS ARMÉS DE LA COORDINATION DES MOUVEMENTS DE L'AZAWAD À ANEFIS

Bamako, le 19 septembre 2015 - La MINUSMA réitère sa forte inquiétude au sujet des tensions qui continuent de sévir dans le nord du Mali. A cet égard, elle déplore le retour non concerté de la Coordination des Mouvements de l'Azawad dans la localité d'Anefis (région de Kidal) au moment où la MINUSMA, le Gouvernement et la médiation internationale sont en train d'entreprendre des efforts ayant pour but d'apaiser la situation et de remettre le processus de paix sur la bonne voie.

La MINUSMA exhorte la Plateforme et la Coordination des Mouvements de l'Azawad à revenir sur leurs intransigeances et à agir dans un esprit de responsabilité à la hauteur de la phase cruciale que traverse le processus de paix et des attentes du peuple malien.





Bamako  
106.6

**MIKADO FM**

*La radio qu'on aime !*

Bamako • Gao • Kidal • Mopti • Tombouctou



[www.youtube.com/minusma](http://www.youtube.com/minusma)



[www.flickr.com/photos/minusma](http://www.flickr.com/photos/minusma)



[twitter.com/UN\\_MINUSMA](http://twitter.com/UN_MINUSMA)



<http://minusma.unmissions.org>



[www.facebook.com/minusma](http://www.facebook.com/minusma)

